

## Allocution de François Mitterrand sur la création de la BERD (Paris, 15 janvier 1990)

**Légende:** Le 15 janvier 1990 à Paris, en présence des représentants de trente-quatre pays européens, François Mitterrand, président de la République française, déclare ouverte la première session de la conférence constitutive de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dont il rappelle l'origine et les missions.

**Source:** La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Rohou, Camille. Janvier-Février 1990. Paris: Ministère des Affaires étrangères-Service d'Information et de Presse.

**Copyright:** (c) La Documentation française

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/allocution\\_de\\_francois\\_mitterrand\\_sur\\_la\\_creation\\_de\\_la\\_berd\\_paris\\_15\\_janvier\\_1990-fr-07943623-d1ed-497f-8cc8-66e8611debe9.html](http://www.cvce.eu/obj/allocution_de_francois_mitterrand_sur_la_creation_de_la_berd_paris_15_janvier_1990-fr-07943623-d1ed-497f-8cc8-66e8611debe9.html)

**Date de dernière mise à jour:** 20/12/2012

## Allocution de François Mitterrand (Paris, 15 janvier 1990)

Je vous accueille avec joie ici à Paris pour cette importante réunion et je souhaite la réussite de vos travaux. Il n'est pas habituel de voir toutes ces délégations rassemblées pour une œuvre commune. Je vous souhaite donc la bienvenue pour que cette première réunion constitutive de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement se déroule dans l'intérêt commun.

Lorsqu'en ma qualité de président du Conseil européen, l'année dernière, j'ai lancé ce projet devant le Parlement européen à Strasbourg le 25 octobre dernier, j'espérais, et je n'étais pas le seul, une action rapide en direction des pays d'Europe centrale et orientale qui s'ouvraient à la démocratie.

Il me paraissait urgent face à ce bouleversement de l'histoire où l'aspiration des peuples à davantage de liberté, de démocratie, de pluralisme était devenue réalité, d'agir pour donner aux peuples de ces nombreux pays les moyens de leur action. Il s'agit d'abord, évidemment d'une initiative européenne. Parce que le projet vise des pays d'Europe et tend à créer les bases d'une collaboration quotidienne entre les hommes qui voisins sur le sol ne l'étaient pas jusqu'ici, ne le sont pas toujours par les idées, ni par les structures politiques, économiques, sociales.

La réunion d'aujourd'hui trouve donc sa source dans la décision du Conseil européen de Strasbourg de créer cette banque, banque de développement pour la reconstruction, chargée de promouvoir selon les propres termes employés à l'époque, que je cite : « les investissements productifs et concurrentiels dans les Etats d'Europe centrale et orientale, réduire le cas échéant les risques liés au financement de leur économie, faciliter la transition vers une économie plus orientée vers le marché, accélérer les ajustements structurels nécessaires.

Mais ce projet n'est pas qu'européen. Si l'initiative est européenne, le projet va beaucoup plus loin. En fait il est ouvert à tous ceux qui voudront s'y associer, je ne peux pas donner d'autre définition plus large et plus complète.

Cette nouvelle institution devra trouver sa place dans l'ensemble des efforts accomplis par tous et d'abord par les pays de l'Est eux-mêmes et par ceux qui veulent contribuer à leur action. Chacun apporte sa pierre pour la construction commune. C'est au Sommet dit de l'Arche, c'est-à-dire lors de la réunion des sept pays les plus industrialisés, au mois de juillet dernier à Paris, qu'une coordination a été décidée entre les pays prêteurs, confiée à la Commission de la Communauté européenne et vingt-quatre pays se sont réunis pour coordonner déjà leurs efforts.

Au-delà, il fallait inventer une institution capable d'associer ces pays en vue de développer leurs petites et moyennes entreprises, de promouvoir les grandes infrastructures nécessaires à leur secteur concurrentiel, par exemple, la mise en place de réseaux modernes de communication, de télécommunication de l'Est à l'Ouest de l'Europe qui seront parmi les éléments essentiels de la croissance industrielle.

Tout cela commande que tous les pays du continent européen et tous ceux qui voudront se joindre à eux à l'extérieur du continent, décident ensemble à égalité de droits et de devoirs, bien entendu, les grands chantiers de l'avenir qui leur seront communs.

Alors, vous voici, Mesdames et Messieurs, au travail, pour préparer les statuts de cette banque.

A vrai dire la réunion qui commence aujourd'hui n'a pas beaucoup de précédents historiques du même ordre. C'est la première fois depuis 1944 à Bretton Woods que la Communauté Internationale affronte une question de cette manière. C'est aussi la première fois que les pays de l'Est et de l'Ouest se réunissent en vue de créer en un même effort une entité nouvelle. Votre travail ne sera pas simple. Vous avez à rédiger, à préparer les statuts de cette nouvelle banque, à définir ses missions, à choisir ses critères d'éligibilité aux prêts, à réfléchir à la répartition de son capital, aux modalités de son fonctionnement. Il existe des précédents tout de même dont nous pouvons nous inspirer telle que la Banque mondiale, la Société financière internationale, la Banque asiatique de développement ou la Banque européenne d'investissement même si elles n'ont pas

exactement le même objet. Je pense qu'il faudra, et je vous y invite à aller au-delà des expériences acquises, j'ai dit tout à l'heure qu'il vous faudra inventer. Inventer l'institution la mieux adaptée aux besoins de l'Europe de demain et d'après-demain en ayant présent à l'esprit qu'il n'appartient pas à une institution de ce genre, je le souligne, d'imposer quelque condition politique que ce soit aux pays fondateurs.

Pendant ces deux jours de réunion vous en définirez les traits principaux, puis dans un deuxième tour de conversation, de négociation, qui aura lieu si vous le voulez bien à Paris dans moins d'un mois - nous avons pensé à proposer les dates des 22 et 23 février mais vous en discuterez - vous négocierez le détail des statuts de cette nouvelle institution et pour cela en attendant, dans l'intervalle plusieurs groupes de travail seront installés. J'espère Mesdames et Messieurs que vous pourrez avancer assez vite pour qu'au printemps prochain la négociation soit achevée et que puissent commencer les procédures de ratification.

Nous vous incitons, je vous incite à une allure à un rythme qui n'est pas traditionnel dans les relations internationales où l'on prend son temps. On a raison de prendre son temps, quelquefois on le prend trop, c'est-à-dire que les événements vont plus vite que les décisions et en l'occurrence c'est le risque que l'on prendrait si l'on n'allait pas vite. Bien entendu pour conclure un travail de fond, un travail sérieux, comme vous Mesdames et Messieurs, étant donné vos compétences et les responsabilités qui vous sont confiées vous ne manquerez pas de le faire assurément.

Voilà pourquoi j'ai tenu, assisté de deux ministres, le ministre des Affaires étrangères français, le ministre de l'Economie et des Finances, ministres d'Etat l'un et l'autre, à siéger pour l'ouverture, à vos côtés, pour bien marquer l'importance que nous attachons, importance capitale pour le devenir de ce continent, à votre présence et à votre réflexion. Je suis particulièrement sensible à la présence des pays extérieurs à l'Europe qui veulent bien apporter leur concours et, le cas échéant, leurs capitaux, leurs propres compétences, leur prestige et leur bonne volonté. C'est comme cela que nous réussissons.